



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 9 décembre 2019
(OR. en)

14623/19

COAFR 241
CFSP/PESC 914
DEVGEN 222
COHOM 130
COHAFA 107

RÉSULTATS DES TRAVAUX

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
Objet:	Soudan - Conclusions du Conseil (9 décembre 2019)

Les délégations trouveront en annexe les conclusions du Conseil sur le Soudan, adoptées par le Conseil lors de sa 3738^e session, tenue le 9 décembre 2019.

Soudan
Conclusions du Conseil

1. La transition politique qui s'est engagée au Soudan offre au peuple soudanais une occasion historique de faire preuve d'unité pour œuvrer à l'avènement d'un pays pacifique, démocratique et prospère. Son bon déroulement demeure crucial pour la stabilité dans la Corne de l'Afrique et dans la région au sens large.
2. L'UE se félicite de l'échange qui a eu lieu avec le Premier ministre Abdalla Hamdok le 11 novembre 2019 à Bruxelles, et elle reste déterminée, en tant que partenaire de premier plan, à accompagner le Soudan sur la voie de ses réformes politiques, économiques et sociales, afin que la transition vers la démocratie s'opère avec succès.
3. Afin de garantir la stabilité à long terme du pays, il est crucial que la transition associe toutes les composantes de la société, notamment les femmes et les jeunes, ainsi que les populations des régions particulièrement touchées par le conflit et la marginalisation. L'UE rappelle également l'importance que revêt la société civile dans ce contexte. Elle se félicite des intentions exprimées à cet égard par le gouvernement de transition et appelle à redoubler d'efforts pour assurer la représentation de ces groupes à toutes les étapes du processus de transition. L'UE encourage en particulier la participation pleine et entière, égale, effective et significative des femmes, y compris de celles ayant survécu à des violences sexuelles, à l'ensemble des efforts liés à la transition politique ainsi qu'au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité.

4. Seul un véritable gouvernement civil, investi d'une réelle autorité décisionnelle, gagnera la confiance du peuple soudanais et jettera les bases de réformes significatives. La mise en place en temps utile du conseil législatif de transition constituera une étape importante du processus de transition. L'UE se félicite du fait qu'au moins 40 % des sièges du conseil législatif de transition seront occupés par des femmes. Pour instaurer la paix et assurer la reprise économique, il est indispensable d'édifier des institutions démocratiques, de veiller au respect de l'état de droit et de renforcer les acteurs démocratiques. L'UE est prête à apporter son concours à ce processus en soutenant le développement constitutionnel, les efforts de renforcement du dialogue aux niveaux national et local, et le processus électoral à venir. D'importantes réformes macroéconomiques sont nécessaires pour relancer l'économie soudanaise et la placer sur la voie d'une croissance inclusive et durable. L'UE se tient prête à soutenir les projets du gouvernement de transition à cet égard.
5. L'UE salue la décision d'ouvrir un bureau du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme au Soudan, ainsi que les premiers engagements pris par les autorités soudanaises pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme dans tout le pays. À cet égard, l'UE salue les mesures audacieuses et positives prises par les autorités soudanaises pour abolir la loi sur l'ordre public. Des efforts soutenus sont nécessaires pour véritablement concrétiser ces engagements, notamment en assurant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la réconciliation. La lutte contre l'impunité, en particulier des personnes responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, devrait être une priorité des autorités soudanaises. Dans ce contexte, l'UE déclare soutenir pleinement la nomination récente d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur les violences commises à l'encontre de manifestants pacifiques lors du sit-in du 3 juin 2019, y compris le recours généralisé aux violences sexuelles et sexistes. L'UE invite les autorités soudanaises à veiller à ce que cette commission soit dotée de toutes les ressources nécessaires pour mener ses travaux de manière indépendante et à ce que les auteurs de violences aient à répondre de leurs actes.

6. Le moment est venu pour tous les acteurs soudanais de saisir cette occasion historique et de se montrer réellement déterminés à parvenir à une paix inclusive et durable au Darboux, au Korrigan méridional et dans l'État du Nil bleu. L'UE salue les mesures qui ont été prises récemment à cet égard et encourage toutes les parties prenantes à redoubler d'efforts pour renforcer l'inclusion dans tous les aspects du processus de paix, en particulier la participation effective des femmes, ainsi que l'engagement significatif des jeunes. L'UE reste prête à soutenir un processus de paix dirigé par les Soudanais, par tous les moyens à sa disposition, en coordination avec les partenaires régionaux, en particulier l'Union africaine, y compris, si nécessaire, en réagissant de façon décisive à toute tentative d'entraver le processus de paix. Tout en se félicitant de la récente prorogation du mandat de la mission hybride des Nations unies et de l'Union africaine au Darboux, l'UE compte sur les autorités de transition et les autres parties prenantes pour mettre en place les conditions nécessaires à l'instauration de la paix et pour mettre en œuvre des mesures de confiance au Darboux. À cet égard, l'UE invite le Soudan à coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale conformément à la résolution 1593 du Conseil de sécurité des Nations unies.
7. La communauté internationale devrait accorder une aide financière bien coordonnée et renforcée. Le gouvernement soudanais devrait jouer un rôle de premier plan dans la coordination de cette aide et continuer à exprimer ses priorités en matière de soutien financier et technique externe. Pour sa part, l'UE est résolue à aider le Soudan à répondre aux besoins immédiats, à moyen et à long terme du pays, sur la base des priorités du gouvernement de transition et en gardant à l'esprit qu'il est urgent et nécessaire d'améliorer les conditions socioéconomiques de la population. Une gestion transparente de l'économie nationale et des ressources du pays sera cruciale à cet égard. Le retrait du Soudan de la liste des États finançant le terrorisme établie par les États-Unis et un engagement renouvelé des institutions financières internationales contribueraient à la relance de l'économie soudanaise. À cette fin, des efforts, y compris de la part du Soudan, seront nécessaires pour remédier rapidement aux obstacles qui subsistent. L'UE soutiendra activement le Soudan en vue de cet engagement renouvelé, qui contribuera aux efforts du pays visant à obtenir un allègement de sa dette et un accès au financement ainsi qu'à attirer des investissements étrangers. Cela est primordial pour assurer une croissance économique durable. L'UE salue également l'intention du Soudan d'accéder à l'organisation mondiale du commerce.

8. Tout en se félicitant des mesures prises récemment par le gouvernement de transition, l'UE demeure préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire, aggravée par un nombre élevé de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il est essentiel que toutes les parties prenantes soudanaises respectent les obligations internationales, en particulier les principes humanitaires et le droit international humanitaire, visant à garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave dans tout le Soudan. L'UE appelle les autorités soudanaises à lever les obstacles bureaucratiques auxquels continuent de se heurter les acteurs de l'aide humanitaire et du développement. L'UE continuera de prêter assistance aux personnes ayant besoin d'une aide et d'une protection humanitaires, et en particulier aux plus vulnérables.
 9. Dans le cadre de cette nouvelle phase des relations, l'UE aspire à intensifier son dialogue politique avec le Soudan. Elle encourage celui-ci à être un partenaire actif dans le cadre UE-Afrique, Caraïbes et Pacifique. Elle l'encourage aussi à jouer un rôle constructif en faveur de la paix et de la stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique, notamment en sa qualité de prochaine présidence de l'autorité intergouvernementale pour le développement.
-